



BAROMÈTRE ÉCONOMIQUE DE PLURICONSEIL

9 juillet 2014

Enquête réalisée par PluriConseil du 30 juin au 3 juillet 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Rattrapage économique

Par Eric NG PING CHEUN

Pays à revenu moyen supérieur, l'île Maurice ambitionne de devenir un pays à revenu élevé. Dans la même catégorie que nous à la fin de la décennie 1980, Singapour nous a ensuite largement distancés. Selon les calculs de la Banque mondiale pour l'année 2013, la cité-Etat jouit d'un revenu par tête de 55 182 dollars américains, soit six fois celui de Maurice (9 210 dollars).

Nous avons demandé à nos analystes, dans notre baromètre de mars 2014, si notre revenu par habitant pouvait atteindre les 13 000 dollars en 2020. Neuf répondants sur dix ont répondu par la négative. Et en 2025 ? C'est possible, moyennant que l'économie soit la préoccupation majeure du gouvernement.

Il semble que c'est maintenant qu'on envisage sérieusement de propulser notre économie sur un autre palier de développement. Le gouvernement crée un énième forum consultatif, reprend les mêmes interlocuteurs et recommence. Le moins qu'on attend d'eux, c'est qu'ils proposent ce que nous ne savons pas déjà.

Mais ont-ils la tête dans la réflexion ? S'ils ne pensent qu'aux élections générales, ils préfèrent qu'elles soient anticipées et que le budget de 2015 soit présenté après. Or ce n'est pas au secteur privé de dicter le calendrier politique même si certains se prononcent pour telle alliance. On ne voit pas en quoi le gouvernement actuel n'est pas capable de faire un bon budget pour l'économie avant de rappeler les urnes au début de l'année prochaine.

Il existe des raisons politiques pour lesquelles le gouvernement ira de l'avant avec un dernier budget sous le présent mandat. Sinon, comment défendrait-il les quatre précédents budgets qui portent la marque de deux anciens ministres des Finances se trouvant aujourd'hui dans l'opposition ? S'il présentait le budget de 2015, le Premier ministre et ministre des Finances prendrait la paternité des bonnes mesures de ces cinq dernières années, d'autant qu'il se placerait dans la continuité. Les nouvelles bonnes mesures, du moins celles populaires, seraient susceptibles d'être appliquées après les élections...

Certes, un budget pré-électoral ne contient pas des réformes impopulaires, mais il peut montrer la voie du rattrapage économique qui fera de Maurice un pays à haut revenu. Ce sera une vision de long terme qui pourra être reprise dans un manifeste électoral. On imagine mal des citoyens s'opposer à des mesures qui leur feront bénéficier une qualité de vie digne d'un pays à revenu élevé.

C'est difficile à un homme politique d'expliquer la productivité, qui est le premier déterminant du niveau de vie. Mais il suffit de dire, sans courir le risque d'être

impopulaire, qu'afin de doper le niveau de vie, il faut s'assurer que les travailleurs ont un bon degré d'instruction, qu'ils ont les outils nécessaires pour produire des biens et services, et qu'ils utilisent la meilleure technologie possible. La productivité est donc axée sur l'éducation et l'investissement.

L'éducation, c'est l'investissement dans le capital humain. Celui-ci est important pour la croissance économique, car il est porteur d'externalités positives. Une personne instruite peut partager avec ses collègues de nouvelles idées sur la manière de mieux produire. Devenues une connaissance commune que beaucoup peuvent utiliser, ces idées sont un avantage externe dû à l'instruction, dont le rendement est plus grand pour la société que pour l'individu qui est à l'origine de ces idées. La connaissance est un bien public : une découverte faite par un individu s'ajoute au stock de connaissances de la société et profite à tout le monde.

Une autre façon d'accroître la productivité future est d'investir davantage de ressources courantes dans la production de capital, tels les équipements et la technologie. Cela nécessite de consacrer moins de ressources à la production des biens de consommation courante, car les ressources sont rares. En d'autres mots, pour investir plus dans le capital, une société doit dépenser moins son revenu courant et en épargner plus. La croissance issue de l'accumulation du capital exige que la société consomme moins au présent pour consommer plus dans le futur. Cette discipline ne peut venir que d'une hausse du taux d'intérêt.

C'est dire que l'investissement va de pair avec l'épargne, et non avec la consommation. Elle n'est donc pas concevable, la suggestion de relancer à la fois la consommation et l'investissement afin de stimuler la croissance. Inciter les gens à consommer pour encourager les entreprises à investir, c'est un préjugé populaire qui n'a pas de fondement conceptuel. Ce n'est pas ainsi qu'on fera remonter notre taux d'investissement par rapport au produit intérieur brut.

Le taux d'épargne d'un pays est un déterminant de son niveau de vie de long terme. Lorsque l'épargne domestique est élevée, on peut allouer plus de ressources à l'investissement dans de nouveaux outils de production. Ce qui conduit à une amélioration de la productivité du travail, puis à une augmentation des salaires. Tout l'enjeu de l'épargne nationale repose sur la volonté d'assurer la prospérité des générations futures. Alors qu'il est impératif de réformer notre système de pension, une défiscalisation totale de l'épargne destinée au financement des retraites réduirait la désincitation à épargner des ménages.

Avec un taux d'épargne de 12% du PIB, nos hommes politiques doivent cesser de promouvoir la consommation auprès des électeurs. En guise de rattrapage, l'épargne mérite d'être mieux traitée par le comité de politique monétaire.

(www.pluriconseil.com)

1) Pensez-vous que le Premier ministre et ministre des Finances va présenter le budget de 2015 cette année avant les élections générales ?

| | |
|---------------------------|-----|
| OUI, et c'est souhaitable | 23% |
| OUI, mais pas souhaitable | 37% |
| NON | 40% |

Cap sur le budget de 2015

Trois analystes sur cinq pensent que le gouvernement actuel présentera son budget de 2015 cette année avant les élections générales. Toutefois, 37% sont d'avis que ce n'est pas souhaitable. Car ils craignent que ce soit un *"pre-election budget"* qui ne tiendra pas compte de l'économie et de ses objectifs de long terme. De leur côté, 40% de répondants croient à des élections anticipées qui se feront avant la présentation du budget de 2015. Un économiste dira dans cette optique que *"even if the Prime Minister has stated that he will fulfill the term of his mandate, the likelihood of a deal between the two main political parties and the possibility of the general elections this year cannot be overlooked"*.

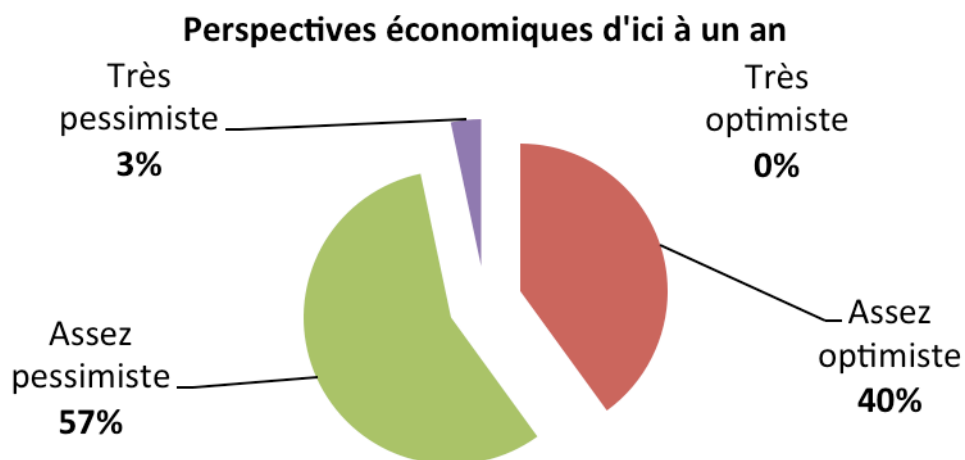
2) Après le changement de ministre des Finances, quel est l'état actuel de confiance au sein du secteur privé ?

| | |
|---------------------|-----|
| Confiance améliorée | 3% |
| Confiance stable | 43% |
| Confiance moindre | 40% |
| Confiance absente | 13% |

La confiance pas au beau fixe

Presque tous ceux interrogés n'ont pas noté une amélioration de la confiance au sein du secteur privé après le discours du Premier ministre en tant que nouveau ministre des Finances au dîner annuel de la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice le 27 juin dernier. Au contraire, pour 53% de répondants, la confiance est moindre, voire absente, à la suite du départ de Xavier-Luc Duval du gouvernement. En fait, les facteurs objectifs n'ont pas changé. Selon des économistes, *"business confidence remains at a subdued level given the uncertainties in the operating context and in the absence of concrete reforms to rekindle growth"*. Et *"investors feel insecure to invest in a period of instability"*.

3) Sur les perspectives de l'économie mauricienne d'ici à un an (juillet 2015), êtes-vous...



RAPPEL

| | Aou-13 | Sep-13 | Jan-14 | Fev-14 | Jun-14 |
|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Très optimiste | 0% | 0% | 0% | 0% | 0% |
| Assez optimiste | 37% | 33% | 60% | 50% | 60% |
| Assez pessimiste | 60% | 67% | 40% | 47% | 37% |
| Très pessimiste | 3% | 0% | 0% | 3% | 3% |

Renversement d'humeur

C'est à un grand renversement d'humeur qu'on assiste parmi nos analystes : alors que 60% étaient assez optimistes sur nos perspectives économiques lors du dernier baromètre, le pessimisme gagne maintenant 60% des personnes interrogées. Entre-temps, il y a eu la démission de Xavier-Luc Duval comme ministre des Finances, une visibilité politique dégradée par "l'alliance on/off", la menace d'une résurgence des prix pétroliers et la réactualisation à la baisse de notre croissance économique pour 2014. Et puis, en Europe, *"the economic pick-up might take more time than previously thought"*.

4) Quelles sont vos estimations du taux de croissance et du taux de chômage pour l'année 2014 ?

| Estimation du taux de croissance pour 2014 | | Estimation du taux de chômage pour 2014 | |
|--|-----|---|-----|
| 3,7% ou plus | 7% | 8,3% ou plus | 23% |
| 3,3% à 3,6% | 83% | 8,1% à 8,2% | 57% |
| 3,2% ou moins | 10% | 8,0% ou moins | 20% |

La croissance sur la pente descendante

Nos analystes l'ont anticipé depuis le début de l'année, Statistics Mauritius vient de le confirmer : notre croissance économique sera inférieure à 3,7% en 2014 et sera probablement de 3,5%. Comme on est au milieu de l'année, cette estimation pourrait encore être révisée à la baisse. Les causes identifiées par un économiste sont *"low investment and poor consumption"*. Une petite consolation est que 20% de répondants épousent la prévision officielle d'un taux de chômage de 8,0% en 2014, soit le même que les deux années précédentes. Toutefois, vu que la croissance ne semble pas être soutenue, *"the economy is not generating employment at the rate at which new job-seekers are joining the labour market"*.

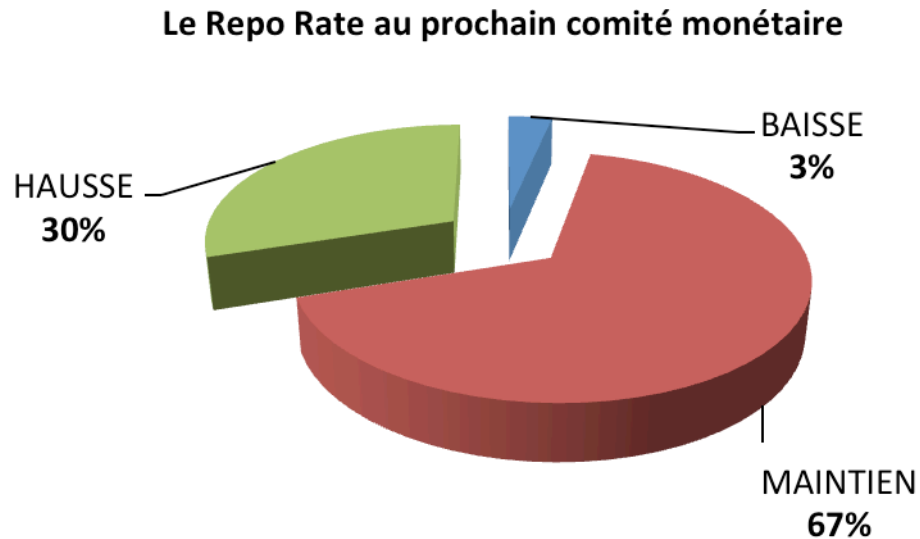
5) Quelle est votre prévision du taux d'inflation annuel à décembre 2014 ?

| | |
|------------------|-----|
| Jusqu'à 4,0% | 43% |
| Jusqu'à 4,2% | 40% |
| Jusqu'à 4,4% | 10% |
| Supérieur à 4,4% | 7% |

L'inflation jusqu'à 4,2% en 2014

Lors du dernier baromètre, 53% d'analystes estimaient que le taux d'inflation officiel pour l'année 2014 plafonnerait à 4,2%. Ils sont maintenant 83% à partager cet avis, l'inflation en glissement annuel étant restée stable à 4,0% en mai. Mais, nuancent nos spécialistes, *"it all depends on whether the price of petrol will stabilise or continue to head north"*. Or, *"any sustained security issues in the Middle East will keep oil prices up, affecting the cost of energy imports"*. A moins que les interventions de la Banque de Maurice sur le marché des changes empêchent l'inflation importée, surtout à l'approche des élections.

6) Quelle orientation du Repo Rate prévoyez-vous à la prochaine réunion du comité de politique monétaire ?



Y a-t-il un après-Duval ?

Deux tiers des analystes ne s'attendent à aucun changement du taux repo lors de la prochaine réunion du comité de politique monétaire le 14 juillet. Car, explique un économiste, *"the economic situation continues to warrant our attention in view of the still delicate external environment with recovery in the euro area remaining weak while the level of local private investment continues to contract"*. Malgré *"the downward revision in the growth rate amidst manageable inflation rate"*, 30% de répondants ne seront pas surpris de voir un relèvement du taux directeur, étant donné que Xavier-Luc Duval n'est plus le ministre des Finances. D'autant que le message du Premier ministre, qui semble vouloir cibler l'inflation, envoie un signal différent de ce dernier.

7) Quelle évolution des principales devises par rapport à la roupie prévoyez-vous d'ici à trois mois (octobre 2014) ?

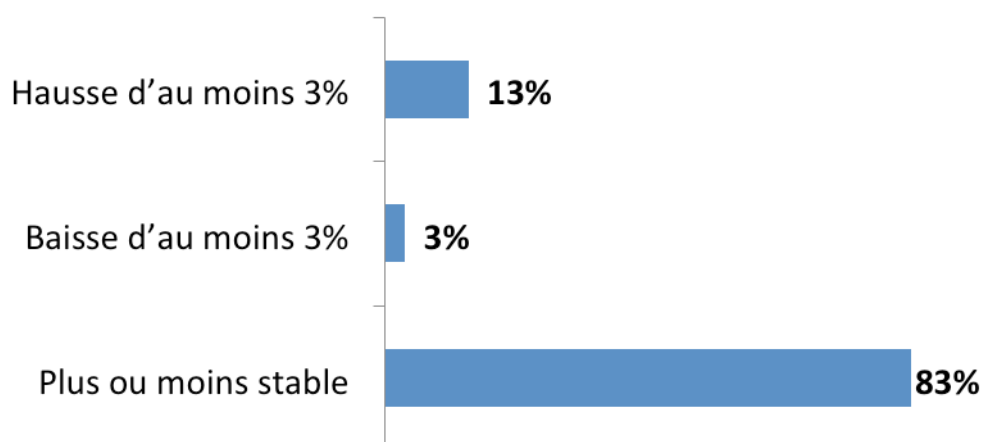
| | Dollar par rapport à la roupie | Euro par rapport à la roupie | Livre par rapport à la roupie |
|-------------------------|---|---|--|
| Tendance à s'apprécier | 40% | 3% | 23% |
| Tendance à se déprécier | 3% | 30% | 3% |
| Plus ou moins stable | 57% | 67% | 73% |

Surveillez le billet vert

Comme lors des trois derniers mois, la roupie va demeurer plus ou moins stable contre les trois principales devises durant les trois prochains mois, selon la majorité des personnes interrogées. Reste que deux analystes sur cinq pensent que le billet vert va s'apprécier à plus de Rs 31,20 au cours vendeur. D'abord, l'économie américaine reprend des couleurs. Ensuite, observe un banquier, le conflit irakien *"is not helping and the world is expecting a USA military intervention which will push the dollar up this time as all the oil producing countries are not happy about the Sunni actions and will buy US militaryware"*.

8) Quelle orientation du Semdex prévoyez-vous d'ici à six mois (janvier 2015) ?

Le Semdex d'ici à six mois



RAPPEL

| | Mai-13 | Aou-13 | Sep-13 | Fev-14 | Jun-14 |
|----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Hausse d'au moins 3% | 27% | 37% | 43% | 43% | 40% |
| Baisse d'au moins 3% | 7% | 10% | 7% | 10% | 3% |
| Plus ou moins stable | 67% | 53% | 50% | 47% | 57% |

Retour de la vague boursière

Si 40% de répondants misaient sur une hausse sensible du Semdex lors du dernier baromètre, ils ne sont plus que 13% à exprimer une telle opinion ce mois-ci. Pour 83% d'analystes, un ressac de la Bourse de Port Louis d'ici à janvier 2015 se ferait dans une relative stabilité de son indice général, qui se traduirait dans une fourchette de plus ou moins 62 points. Car, *"with the second quarter or annual financial results, the few companies which are doing well are antagonised by many who have not shown good performance"*. Mais au creux de la vague boursière, *"the captains of the industry will support each other"*, comme cette famille *"running to the rescue of the other by merging the sugar interests"*.

Enquête réalisée par PluriConseil du 30 juin au 3 juillet 2014 auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 38, Aldrin Street, Pointe aux Sables, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.